



Société de commissariat aux comptes
membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes
OUEST-ATLANTIQUE

Commissaires aux comptes

- Damien POLLIE
- Claude FRESNEDA
- Sulian BATTEUX

ASSOCIATION

« LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT D'ILLE-ET-VILAINE »

Siège social : 45 Rue du Capitaine Maignan - 35000 RENNES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT D'ILLE-ET-VILAINE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.

2. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

3. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

4. Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

5. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à St Grégoire,
Le 26 mai 2026

L2P AUDIT
SARL S. BATTEUX HLD représentée par

Sulian BATTEUX
Commissaire aux comptes



BILAN ACTIF

ASS LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT 35
COMPTES ANNUELS AU 31/12/2025
Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Brut	Amortissement et provisions	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
Frais d'établissement (I)				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles :				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	38 644	37 755	889	1 759
Immobilisations incorporelles en cours, avances...				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions	137 354	83 519	53 835	65 858
Install. techniques, matériels et outillages industriels	142 083	106 554	35 529	45 628
Immobilisations corporelles en cours, avances...				
Biens reçus par legs ou don, destinés à être cédés				
Immobilisations financières :				
Participations	4 000	3 600	400	400
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	112		112	112
Prêts	3 776		3 776	9 544
Autres immobilisations financières	3 920		3 920	2 020
TOTAL (II)	329 889	231 427	98 461	125 321
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances :				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	123 844		123 844	208 958
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	139 259		139 259	245 475
Charges constatées d'avance	13 861		13 861	70 736
Valeurs mobilières de placement :				
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	690 429		690 429	658 621
TOTAL (III)	967 393		967 393	1 183 791
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Écarts de conversion et différences d'évaluation Actif (...)				
TOTAL GÉNÉRAL	1 297 281	231 427	1 065 854	1 309 113

L2P AUDIT
Commissariat aux Comptes

	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise :		
Fonds propres statutaires	422 501	559 005
Fonds propres complémentaires	136 505	
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		31 954
Réserves pour projet de l'entité	118 633	118 633
Autres	31 954	
Report à nouveau	35 904	33 813
Excédent ou déficit de l'exercice	-210 104	2 091
Situation nette (sous-total)	535 392	745 497
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	535 392	745 497
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	87 711	39 050
TOTAL II	87 711	39 050
PROVISIONS		
Provisions pour risques	160 560	140 182
Provisions pour charges		
TOTAL III	160 560	140 182
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit		3 548
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme	943	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 484	24 210
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	135 864	139 787
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	15 204	95 709
Produits constatés d'avance	118 695	121 130
TOTAL IV	282 191	384 384
Écarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	1 065 854	1 309 113

L2P AUDIT
Commissariat aux Comptes

	Exercice au 31/12/2025	Exercice au 31/12/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	186 071	243 484
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	1 011 795	628 438
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	603 796	546 626
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	2 745	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		188 411
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	32 050	108 862
Autres produits	216 528	177 222
Total I	2 052 985	1 893 042
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	166	1 744
Variation de stock		
Autres achats et charges externes (2)	546 651	446 480
Aides financières	90 100	92 611
Impôts, taxes et versements assimilés	89 313	73 229
Salaires	1 088 848	971 770
Cotisations sociales	319 985	289 334
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	28 505	30 591
Dotations aux provisions	20 379	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	80 711	16 810
Autres charges	1 957	
Total II	2 266 614	1 922 570
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-213 629	-29 527

L2P AUDIT

Commissariat aux Comptes

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I - Présentation et faits caractéristiques

Fondée le 24 février 1925, déclarée le 9 septembre 1925, reconnue d'utilité publique le 4 mai 1964, Ligue de l'Enseignement Fédération des Associations Laïques d'Ille-et-Vilaine, a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Mouvement d'éducation populaire, elle invite les femmes et les hommes à s'associer pour débattre et agir afin :

1) De permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y exprimer et d'agir en citoyen afin de favoriser à tous les niveaux politiques le développement d'une vie démocratique laïque, soucieuse de justice sociale et attachée à la paix,

2) De développer toutes les initiatives collectives favorisant l'épanouissement le plus large des personnes par un égal accès de tous à l'éducation, à la formation, à la vie professionnelle, à la culture, à la communication, au sport, aux vacances et aux loisirs...

3) De faire vivre la laïcité, principe constitutionnel et valeur universelle qui implique la reconnaissance de l'égale dignité de chaque être humain, par une action permanente :

- pour garantir la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté de pensée et l'organisation autonome des pouvoirs publics assurant le pluralisme des convictions, la liberté d'expression et l'égalité en droit de tous les citoyens,

- pour combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment à raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions, du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle...

Etant donné son caractère, elle s'interdit toute action partisane dans le domaine politique ou dans le domaine religieux.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE :

Aucun fait caractéristique n'est à signaler sur l'exercice.

L2P AUDIT
Commissariat aux Comptes

II - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 - Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation. Ils ont été établis conformément aux règles comptables suivant les prescriptions du règlement ANC N°2018-06 relatif au Plan Comptable Général mis à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes, notamment les règlements ANC N°2022-06 du 4 novembre 2022 et ANC N°2023-03 du 7 juillet 2023.

L'évaluation des éléments inscrits est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les modalités d'exploitation entre la date de clôture et la fin de nos travaux permettent de présumer de la continuité d'exploitation.

2.2 - Méthode d'évaluation

Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC N°2022-06, relatif à la modernisation des états financiers, est applicable de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions du règlement ANC N°2022-06 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Par simplification, les transferts de charges constatés dans le compte de résultat de l'exercice précédent sont présentés, dans la colonne « Exercice N-1 », dans les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements).

2.2.1 - Immobilisations incorporelles

Les brevets et licences et logiciels sont inscrits en immobilisations incorporelles et amortis sur une durée de vie comprise entre 3 et 5 ans.

2.2.2 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations qui est en général :

- constructions : linéaire ou dégressif sur 20 ans
- installations techniques matériel et outillage : linéaire sur 5 ans
- mobilier : linéaire entre 1 et 10 ans
- matériel de transport : linéaire entre 2 et 5 ans
- agencements : linéaire sur 10 ans
- matériel de bureau et informatique : linéaire ou dégressif de 1 à 4 ans.

2.2.3 - Immobilisations financières

Les titres de participation, les créances rattachées aux participations, les prêts, dépôts et cautionnements et autres créances immobilisées sont comptabilisés à leur coût historique. Si la valeur d'usage ou la valeur du marché est inférieure au coût historique, une dépréciation est constatée.

2.2.4 - Créances

Les créances ont été inscrites pour leur valeur nominale. Les créances douteuses ont été dépréciées par voie de provision, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.2.5 - Engagement en matière de retraite

L'association a constitué une provision au titre des indemnités de départ en retraite à verser aux salariés en fin de carrière. La méthode préférentielle a été adoptée.

La provision est calculée pour les salariés de plus de 40 ans, le calcul est établi de la façon suivante :

- 40 ans : 0 %
- 41 ans : 10 %
- 42 ans : 20 %
- 43 ans : 30 %
- 44 ans : 40 %
- 45 ans : 50 %
- 46 ans : 60 %
- 47 ans : 70 %
- 48 ans : 80 %
- 49 ans : 90 %
- 50 ans : 100 %

Le montant de la provision s'élève à 160 560,03 € au 31/12/2025 contre 140 181,50 € au 31/12/2024.

III - COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1 - Notes sur le bilan actif

3.1.1 - État de l'actif immobilisé

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit :

Libellés	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	41 173		2 530	38 644
Immobilisations corporelles	309 142	5 513	35 218	279 437
Immobilisations financières	15 676	2 500	6 368	11 808
TOTAL	365 992	8 013	44 116	329 889

3.1.2 - État des amortissements

Les variations des amortissements se présentent de la façon suivante :

Libellés	Valeur brute début de l'exercice	Dotations	Reprises	Valeur brute fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	39 414	870	2 530	37 755
Immobilisations corporelles	197 656	27 635	35 218	190 073
TOTAL	237 070	28 505	37 748	227 827

3.1.3 - État des créances sur actif circulant et immobilisé à la clôture de l'exercice

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 284 660 € et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	3 776		3 776
Autres	3 920		3 920
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	123 844	123 844	
Autres	74 588	74 588	
Groupe	64 670	64 670	
Charges constatées d'avance	13 861	13 861	
TOTAL	284 660	276 964	7 696
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

3.1.4 - Tableau de dépréciation de l'actif

Rubriques	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	3 600			3 600
Stocks				
En-cours				
Créances				
TOTAL	3 600			3 600

3.1.5 - Comptes de régularisation

3.1.5.1 - Produits à recevoir

Divers produits à recevoir : 73 666,79 €

L2P AUDIT
Commissariat aux Comptes

3.1.5.2 - Charges constatées d'avance (compte 486)

Les charges constatées d'avance comptabilisées en fin d'exercice s'élèvent à 13 861 €.

Elles correspondent, par nature, à des éléments qui concernent des charges ou des services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

3.2 - Notes sur le bilan passif

3.2.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	559 005				559 005
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	150 587				150 587
Report à nouveau	33 813	2 091			35 904
Excédent ou déficit de l'exercice	2 091	-2 091	-210 104		-210 104
Situation nette	745 497		-210 104		535 392
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	745 497		-210 104		535 392

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
DIHAL		50 000				50 000	
Ville de Rennes CdV	7 410	8 750	7 410			8 750	
Ville de Rennes RNE		15 000				15 000	
Métropole RNE	7 000	1 961				8 961	

L2P AUDIT

Commissariat aux Comptes

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Confédéral CPO EN	22 240		22 240				
DREETS VRL	2 400		2 400				
Ctre National du Livre		5 000				5 000	
Subventions	39 050	80 711	32 050			87 711	

3.2.2 - État des échéances des dettes

Le total des dettes, à la clôture de l'exercice, s'élève à 280 448 €. Ces dettes ont toutes une échéance à moins d'un an.

3.2.3 - État des provisions

Désignations	31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice utilisées	Reprises de l'exercice non utilisées	31/12/2025
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges					
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Autres provisions pour risques					
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions et obligations similaires	140 182	20 379			160 560
Provisions pour impôts					
Provisions pour renouvellement des immobilisations					
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés					
Autres provisions pour charges					
TOTAL	140 182	20 379			160 560

3.2.4 - Produits constatés d'avance (compte 487)

Les produits constatés d'avance comptabilisés en fin d'exercice s'élèvent à 118 695 €.

Ils correspondent, par nature, à des éléments qui concernent des produits ou des services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

3.3 - Notes sur le compte de résultat et renseignements divers

3.3.1 - Concours publics et subventions

Autorité administrative	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subvention d'investissement
Union Européenne		4 272	
Etat	7 333	240 242	
Régions		11 720	
Départements		8 000	
Métropoles		28 500	
Communes		204 800	
Caisses d'allocation familiale	74 106	19 600	
Etablissements publics		5 000	
Mutualité Sociale Agricole	223		
TOTAL	81 662	522 134	

3.3.2 - Rémunérations des organes de direction

Cette donnée n'est pas renseignée car cela reviendrait à communiquer une information individuelle.

3.3.3 - Honoraires commissaires aux comptes

Honoraires afférents à la certification des comptes	4 750
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	

3.3.4 - Bénévolat

Le bénévolat représente 16 366 heures valorisées au taux horaire de 11,88 soit pour un montant total de 194 428 €

3.3.5 - Mise à disposition gratuite

Les locaux occupés par l'association au 45 rue du Capitain Maignan à Rennes sont mis à sa disposition gratuitement par la Ville de Rennes. Cette mise à disposition gratuite a été évaluée selon les prix du marché immobilier à une somme annuelle de 128 421 €.

3.4 - Engagements financiers et autres informations

3.4.1 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

3.5 - Autres informations selon les tableaux ci-joints

- Tableau des emprunts

L2P AUDIT

Commissariat aux Comptes

TABEAU DES EMPRUNTS

Organisme - Objet Capital - Taux Garantie	Début / Fin Durée Echéance	Solde au 01/01/2025 + Nouveaux Emprunts	Rembourse ment sur la période	Capital restant dû				Intérêts hors bilan
				Total	- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans	
B.P.G.O. EQUIPEMENT 70 000 0,58 %	Du 05/04/2020 au 05/03/2025 59 Mois 1 184	3 548	-3 548					

L2P AUDIT

Commissariat aux Comptes